

# **La véritable indépendance énergétique passe par la décroissance**

## **Mémoire rédigé par le CRITIC**

(Collectif de Recherche Interuniversitaire et Transdisciplinaire sur les Impasses de la Croissance)

### Signataires :

Yves-Marie Abraham (HEC Montréal), Philippe Blackburn (Université de Montréal), Claire-Hélène Benoît-Pernot (Université de Montréal), Jacqueline Bourdeau (TELUQ), Alain Deneault, Bruno Dubuc, Jonathan Durand-Folco (Université Laval), François Gauthier (Université de Fribourg), Ariane Gobeil (UQAM), Andrea Levy, Louis Marion, Éric Martin (Collège Édouard-Montpetit), Émilie Nollet (HEC Montréal), Maxime Ouellet (UQAM), Hervé Philippe (CNRS), Béatrice Roure (CNRS), Margaux Ruellan (Université de Montréal), Paul Sabourin (Université de Montréal), Fanny Theurillat-Cloutier (Collège Marie-Victorin), Geneviève Tremblay-Racette (Université d'Ottawa)

**Présenté dans le cadre de :**  
**La consultation publique sur les enjeux énergétiques du Québec**

11 octobre 2013  
Montréal, Québec

Le document de consultation de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec souligne que la future politique énergétique du gouvernement québécois aura pour objectif principal « l'indépendance énergétique » de notre province. Parmi les solutions suggérées pour y parvenir, on ne trouve nulle part mention d'une stratégie qui consisterait avant tout à réduire la consommation globale d'énergie des habitants du Québec. C'est le point aveugle de la consultation lancée par la Ministre des Ressources Naturelles : le débat est circonscrit aux moyens de maintenir ou plutôt d'augmenter notre consommation d'énergie. Derrière cette manière de poser le problème, une évidence, jamais interrogée, ni même jamais formulée tant elle semble aller de soi : il faut poursuivre la croissance économique de notre société, donc continuer à consommer toujours plus d'énergie. Nous pensons au contraire que la seule façon de garantir l'indépendance énergétique du Québec passe par une « décroissance soutenable » de notre économie.

### **La fin du pétrole implique la fin de la croissance**

En premier lieu, il est urgent de réaliser que la croissance économique prodigieuse de ces deux derniers siècles a reposé pour l'essentiel sur l'énergie fossile qui, rappelons-le, satisfait encore près de 80% de nos besoins énergétiques à l'échelle planétaire (plus de 50% au Québec). Or cette forme d'énergie n'a pas de réel substitut. Elle est en effet bien plus concentrée que toutes celles que nous connaissons, ce qui signifie qu'il est beaucoup plus facile de lui faire produire du travail (au sens physique du terme) qu'aux autres sources d'énergie. Les rayons solaires qui frappent notre planète quotidiennement représentent certes une quantité d'énergie bien plus importante que celle que nous utilisons annuellement. Mais cette énergie est si diffuse qu'elle est pratiquement inutilisable pour quantité d'opérations devenues anodines dans nos sociétés, telles que faire voler un avion de ligne transportant plusieurs centaines de passagers sur des milliers de kilomètres. Cela ne signifie absolument pas que l'énergie solaire ou l'énergie éolienne sont inutiles. Seulement, elles sont inadéquates pour faire tourner les moteurs qui sont au fondement de la croissance économique exponentielle que nous connaissons depuis un peu plus de deux siècles maintenant. La raréfaction des combustibles fossiles va mettre un terme à cette croissance, qu'on le veuille ou non, à moins de prétendre pouvoir s'affranchir des lois de la physique !<sup>1</sup>

### **Les limites de la dématérialisation de l'économie**

Contre ceux qui font valoir que nos économies tendent à se dématérialiser, donc à réduire leur impact écologique et leurs besoins énergétiques, nous devons rappeler que les activités de service n'ont pas remplacé les activités industrielles. Elles s'y sont ajoutées, ces dernières ayant été en partie délocalisées dans des contrées lointaines. La pollution, atmosphérique en particulier, ne s'arrête pas aux frontières des pays qui la produisent. Ce problème est planétaire. En outre, l'économie du savoir, vantée par le Document de consultation diffusé par le Ministère des Ressources naturelles, fonctionne sur la base d'infrastructures matérielles souvent très lourdes,

---

<sup>1</sup> John Michael Greer, *La fin de l'abondance. L'économie dans un monde post-pétrole*, Montréal, Écosociété, 2013

consommant beaucoup d'énergie (cf. les serveurs qui permettent à Google de fonctionner par exemple). Plus fondamentalement encore, la notion de marchandise immatérielle est un non-sens. Au minimum, les services sont assurés par des humains qui doivent se nourrir, se vêtir, se loger, être éduqués, soignés, etc. Quant aux idées, elles ne peuvent devenir marchandises sans être « matérialisées » d'une façon ou d'une autre (livres, fichiers numériques...). La croissance économique suppose donc forcément la croissance de la consommation de ressources matérielles, donc l'augmentation de la consommation d'énergie. Un découplage absolu entre ces deux phénomènes n'est pas possible<sup>2</sup>; la « croissance verte » est un oxymore, une contradiction conceptuelle.

### **Le problème des effets rebonds**

Par ailleurs, nous nous devons de contester également les espoirs qui sont placés dans le développement de technologies moins gourmandes en « ressources naturelles » et dans les efforts en matière d'« éco-efficience », car ils ne tiennent pas compte de « l'effet rebond » théorisé par l'économiste Stanley Jevons dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Sous sa forme la plus simple, cet effet peut être défini ainsi : dans une société productiviste, tout nouveau moyen d'économiser une ressource risque en fait d'augmenter la consommation de cette ressource (rebond direct) ou d'autres ressources (rebond indirect) – un moteur de voiture qui consomme moins d'essence permet de faire plus de kilomètres ou de s'acheter un billet d'avion pour Cuba, grâce aux économies réalisées! Dans son livre *Vert Paradoxe*, David Owen montre que cet effet pervers s'observe dans tous les domaines, sous diverses formes et réduit pratiquement à néant, sur le plan écologique, la plupart de nos efforts en matière de solutions écoénergétiques<sup>3</sup>.

### **La fausse route des solutions techniques**

Enfin, l'idée qu'il est possible de résoudre la crise écologique ou énergétique par des solutions techniques pose au moins deux problèmes importants, non envisagés par les auteurs du Document de consultation. D'une part, les techniques permettant de remplacer, avec la même efficacité, celles qui fonctionnent actuellement à base d'énergie fossile n'existent tout simplement pas. On ne peut exclure une invention majeure dans les années ou les décennies à venir, mais pour le moment les raisons objectives d'espérer un tel miracle sont plus que maigres. D'autre part, bon nombre des solutions techniques qui sont explorées aujourd'hui présentent l'inconvénient de nous fragiliser, individuellement et collectivement. La « crise du verglas » devrait avoir appris aux Québécoises et Québécois ce qu'il peut en coûter de dépendre étroitement dans sa vie quotidienne d'un vaste macro-système technique. Comment prétendre jouir d'une quelconque « indépendance énergétique » quand nous acceptons que notre existence soit liée à un dispositif bien trop gigantesque et compliqué pour en avoir le réel contrôle ? Beaucoup de solutions techniques envisagées aujourd'hui génèrent des risques toujours plus importants, que non seulement nous ne saurons pas éviter, mais que nous ne sommes même pas

---

<sup>2</sup> Tim Jackson, *Prosperité sans croissance*, Paris, De Boeck-Etopia, 2010

<sup>3</sup> David Owen, *Vert Paradoxe. Le piège des solutions écoénergétiques*, Montréal, Écosociété, 2013

capables d'évaluer. C'est le cas par exemple des projets de géo-ingénierie, visant la manipulation délibérée du climat terrestre afin de mitiger les effets du réchauffement climatique. Quant aux solutions techniques « faciles », consistant à creuser toujours plus loin et toujours plus vite, pour récupérer ce qu'il reste de combustibles fossiles (sables bitumineux, gaz de schiste,...), elles augmentent inévitablement la probabilité que se produisent des catastrophes effroyables telles que l'explosion de la plate-forme « Deepwater Horizon » ou la tragédie de Lac-Mégantic.

### **Avant tout, se libérer du dogme de la croissance**

Une croissance « in-finie » signifie non seulement qu'elle est sans limites, mais aussi qu'elle est sans fin, sans but autre que son propre accroissement. Depuis un peu plus de deux siècles, nous avons appris à associer l'amélioration des capacités productives à l'augmentation du bien-être matériel, promesse de bonheur terrestre. Il est grand temps de remettre en question une telle association. Si nous regardons en effet objectivement ce que la croissance de la production de marchandises nous rapporte aujourd'hui, le constat est clairement négatif : la poursuite de cette croissance est non seulement destructrice de la biosphère, mais elle s'avère toujours plus injuste (notamment vis-à-vis des générations futures et des sociétés les plus pauvres) et toujours plus aliénante pour chacun d'entre nous. La croissance n'est pas un moyen au service de la vie humaine, mais une fin en soi dont l'humain apparaît plus que jamais comme le moyen. Ce renversement est d'autant plus dramatique que la croissance *réelle* n'est plus au rendez-vous, malgré toutes les tentatives de relance économique<sup>4</sup>.

Pour sortir de cette impasse et conquérir réellement notre indépendance énergétique, nous devons commencer par renoncer au rêve, devenu cauchemar, d'une croissance économique sans fin. Libérés de cet impératif, nous verrons alors que les solutions ne manquent pas pour bâtir une société québécoise prospère. Sur le plan énergétique, notre avenir passe nécessairement par l'utilisation de technologies fonctionnant à base d'énergies diffuses, donc incapables de produire autant de biens et de services que celles que nous utilisons actuellement. Adaptées aux énergies disponibles sur place, répondant aux besoins d'utilisateurs locaux, contrôlables et réparables facilement, ces « technologies intermédiaires », pour reprendre la notion proposée par l'économiste britannique E. F. Schumacher, reposeront davantage aussi sur le travail humain (au contraire de nos techniques actuelles qui contribuent à produire toujours plus de chômeurs). Le tout est d'admettre qu'une vie plus sobre sur le plan matériel, non seulement ne serait pas un drame, mais devrait même nous permettre de vivre mieux, dans une société plus juste et moins dépendante de techniques et de ressources que nous ne contrôlons pas.

---

<sup>4</sup> Jeff Rubin, *La fin de la croissance*, Montréal, Hurtubise, 2012